

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le 11 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARKEMA

ZI des Près Roseaux
BP 90013 RIEUX CEDEX
60870 VILLERS ST PAUL

Références : IC-R/0205/22-SD/SL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Près Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 VILLERS ST PAUL. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Près Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 VILLERS ST PAUL
- Code AIOT dans GUN : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'établissement ARKEMA (ex-CRAY VALLEY) à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également Chemours (Seveso Seuil Bas) et DOW (Seveso Seuil Bas). La plateforme est bordée :

- à l'Est et au Sud par la Rivière Oise, puis par la commune de Verneuil-en-Halatte ;
- au Nord et à l'Ouest, par la RD200 puis par les centres des communes de Rieux et de Villers-Saint-Paul.

Le site emploie env. 135 salariés (+ 15 à 35 personnes d'entreprises extérieures).

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités autorisées par arrêté préfectoral du 30 mars 2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21 octobre 2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2022 : "Gestion de la Sous-traitance sur les sites Seveso".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
01) Organisation générale pour la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
02) Orga : préparation d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
03) Orga : prépa d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
04) Gestion des Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
05) Orga : suivi d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
06) Orga : Suivi d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
07) Orga : Intervention sur une MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
08) Orga interventions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
09) Orga interventions sous-traitées (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
10) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
11) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
12) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
13) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
14) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
15) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 06/04/2022 portait sur la gestion de la sous-traitance par Arkéma sur ses installations de Villers-St-Paul. Elle s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale 2022 « Gestion de la Sous-traitance sur les sites Seveso ». Elle avait pour référentiel principal l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, et notamment les dispositions de son annexe I portant sur la gestion de la sous-traitance.

L'inspection a comporté une large partie en salle pour vérifier par sondage que l'organisation de l'exploitant répond aux dispositions correspondantes de l'AM du 26/05/2014. Une partie terrain a permis d'échanger avec des agents du service Maintenance Travaux Neufs et du service Production, tous les deux en charge de l'encadrement des activités sous-traitées. Les Inspecteurs ont également échangé avec un sous-traitant lors de son passage en salle de contrôle Monomères.

Il ressort que l'organisation de l'exploitant permet de fixer et de contrôler de nombreuses exigences pour la sécurité des interventions sous-traitées (sécurité des intervenants et sécurité des procédés). L'exploitant a tracé son organisation dans plusieurs procédures et a établi plusieurs formulaires pour encadrer les risques présents lors des chantiers (Autorisations de Travail, permis de feu, permis haute-pression,...). Par ailleurs, l'exploitant contrôle le respect par les sous-traitants des exigences pré-définies selon différentes modalités, à la fois à l'établissement des documents préparatoires ou directement sur les chantiers eux-mêmes.

En restitution de la visite, l'équipe d'inspection a porté une appréciation globalement positive de l'organisation de l'exploitant pour sa gestion des activités sous-traitées. Les Inspecteurs ont toutefois attiré l'attention de l'exploitant sur son organisation pour s'assurer de la réalisation effective et de la traçabilité de certains contrôles associés aux permis de feu. Ce point, qui ne constitue pas une non-conformité, fait l'objet d'une observation dans le présent rapport (cf. point de contrôle n°4 ci-après).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 01) Organisation générale pour la sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u>, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats : L'exploitant a recours à des sociétés sous-traitantes pour des interventions de maintenance, réparation et de contrôle dans les domaines suivants : Electricité, Instrumentation et Mécanique/chaudronnerie.</p> <p>L'exploitant ne sous-traite pas la partie Production/exploitation, ni la partie Logistique. Sur la plateforme de Villers-St-Paul, certaines missions communes et la fourniture de certaines utilités est assurée par VSPU (sujet non évoqué en séance).</p> <p>Le suivi des interventions fait intervenir les services Maintenance Travaux Neufs, le service HSE et le service Production.</p> <p>Concernant la sous-traitance en cascade, l'exploitant s'autorise de la sous-traitance de niveau 2 : ses sous-traitants directs peuvent déléguer certaines activités à d'autres entreprises, qui ne peuvent plus déléguer ensuite.</p> <p>Concrètement, après avis de ses services centraux, l'exploitant a établi des contrats pluriannuels avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 prestataire pour la mécanique et les installations générales ; - 2 prestataires pour l'électricité et l'instrumentation ; - 1 prestataire pour les travaux neufs, la tuyauterie/chaudronnerie ; - 1 prestataire pour le calorifugeage et les échafaudages...
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 02) Orga : préparation d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : Toute entreprise qui souhaite intervenir sur un site Arkéma doit d'abord faire les démarches pour être référencée auprès du service central Achats du Groupe Arkéma situé à Lyon. Cette procédure vise à vérifier les capacités des sous-traitants à intervenir sur les sites industriels Arkéma : savoir-faire technique, mais aussi politique sécurité (prise en compte des risques, des règles de sécurité, organisation en matière de sécurité), formations des agents, organisation... A cet effet, l'entreprise sous-traitante doit renseigner et transmettre au Groupe Arkéma un formulaire. Les entreprises référencées sont classées en 3 catégories d'agrément : <ul style="list-style-type: none">- A pour les entreprises intervenant sur les procédés Arkéma ;- B pour les entreprises susceptibles d'intervenir ponctuellement sur les procédés Arkéma ;- C pour les entreprises n'intervenant pas sur les procédés Arkéma. Les formulaires de référencement comportent d'autant plus de questions que le niveau d'intervention sur les procédés Arkéma est élevé. En séance, l'exploitant a présenté la partie « sécurité » du formulaire de référencement pour l'agrément de catégorie A (formulaire transmis aux Inspecteurs par mél <i>a posteriori</i> de l'inspection). Une entreprise référencée peut alors répondre à un appel d'offre émis par un site Arkéma. Sur le site de VSP, les cahiers des charges sont rédigés par le service Maintenance Travaux Neufs. Les modalités de choix des entreprises en réponse à un appel d'offre dépendent de la nature et de la taille de la prestation demandée : 1) <u>Pour un contrat pluriannuel de maintenance</u> , l'entreprise candidate transmet au site Arkéma VSP un dossier de réponse à l'appel d'offre. Puis, elle vient soutenir sa proposition sur site en présence notamment de la Direction, des services HSE, Maintenance TN, Achats. Les entreprises et offres de prestation sont jugées suivant une grille d'évaluation abordant notamment la réponse au besoin, la sécurité, l'organisation du contrat, la transition avec le contrat précédent... La grille formule des sous-questions pour chaque rubrique et demande d'attribuer des notes (moyennées avec coefficients). Cette grille a été présentée en séance puis transmise aux Inspecteurs par mail <i>a posteriori</i> . Par la suite, les évaluations des offres de prestation faites par le site Arkéma VSP sont transmises au niveau du groupe Arkéma pour décider conjointement du choix de l'entreprise retenue. 2) <u>Pour des interventions plus ponctuelles</u> , le cahier des charges est toujours rédigé par le service Maintenance TN. Et seules des entreprises référencées peuvent répondre aux appels d'offre. Par contre, les procédures d'évaluation des offres et de choix de l'entreprise retenue sont moins lourdes que les contrats pluriannuels et ne font pas intervenir systématiquement le niveau national d'Arkéma.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 03) Orga : prépa d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : Les règles encadrant les interventions pour travaux sur le site Arkéma VSP sont décrites dans la « Procédure Travaux » réf. SE 018-P révision 11.
Plan de Prévention (PdP) : Pour toute intervention à risques ou de plus de 400h, un Plan de Prévention (PdP) est rédigé conjointement par l'exploitant et le prestataire. A cette étape, l'exploitant et le prestataire font une visite conjointe des installations faisant l'objet de l'intervention et établissent une analyse des Risques. Divers documents sont alors échangés : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant transmet au prestataire les Prescriptions Générales de Sécurité (PGS), décrivant la société Arkéma, l'établissement VSP et les risques susceptibles d'être rencontrés ;- le Prestataire transmet le Document Préalable à l'exécution de l'Opération (DPO), correspondant aux modes opératoires et formations ;- Arkéma transmet les prescriptions de sécurité. En séance, l'exploitant a présenté le modèle de PdP disponible, ainsi que le PdP renseigné pour une intervention de contrôles vibratoires.
Autorisation de Travail (AT) : Avant l'intervention, une Autorisation de Travail est établie conjointement par le service Production, le service Maintenance TN et le prestataire. Cette AT permet de décrire les risques réellement présents au moment de l'intervention, les différents moyens de prévention/protection à mettre en place, les opérations de mise à disposition des installations. L'AT peut renvoyer vers des permis complémentaires pour certains risques particuliers : permis de feu (voir plus loin dans le présent rapport), permis de pénétrer, permis de meuleuse, permis de fouille, permis de travail en hauteur,... L'AT peut définir le besoin d'une réception technique des travaux. La signature de l'AT par le service Production implique la vérification de la mise à disposition des équipements et de l'analyse de risques et des mesures de protection. La signature de l'AT par le Prestataire implique la vérification que les mesures de protection sont effectivement en place. La durée de validité de l'AT est définie par l'exploitant (service Production). Tant que la fin d'AT n'est pas signée, l'AT peut être réutilisée : à sa réouverture, le service Production vérifie que les conditions d'intervention sont réunies : mise à disposition des équipements, analyse de risques et mesures de protection rebalayées. Les mesures de protection sont à la charge du prestataire, sauf : <ul style="list-style-type: none">- pour les détecteurs portatifs ;- les matériels mentionnés explicitement dans le cahier des charges de l'intervention (généralement pour les matériels à demeure : palans...). Le formulaire d'AT a été transmis au préalable de l'inspection et a été présenté en séance par l'exploitant.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 04) Gestion des Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : Un Permis de feu est établi pour toutes les interventions générant des flammes ou projetant des étincelles. Un permis de feu est établi également pour les travaux générant des points chauds ou des arcs électriques dans des zones classées ATEX. Un permis de feu est toujours associé à une Autorisation de Travail. Les règles associées au permis de feu sont décrites au §3.3 de la Procédure Travaux réf. SE 018-P révision 11. Le formulaire pré-établi de permis de feu avait été transmis aux Inspecteurs en préalable à la visite et a été présenté en séance. Le formulaire de Permis de Feu prévoit plusieurs rubriques : <ul style="list-style-type: none">- l'intervention envisagée ;- les matériels utilisés générant des flammes ou étincelles (chalumeau, perceuse, meuleuse, moteur thermique,...) ;- les risques liés aux installations ;- les moyens de protection à mettre en place : détecteurs portatifs, extincteurs, bâches ignifugées,...- la validation du Permis de feu ;- le contrôle d'absence de feu couvant, 2h après la fin des travaux. Cette surveillance 2h après la fin des travaux se fait par le Service Production à l'occasion de rondes ou de visites spécifiques. Ce contrôle est à tracer dans le cadre n°8 du Permis de Feu. Dans la grande majorité des cas, en raison de la configuration des locaux, l'exploitant n'a pas besoin d'inhiber des détecteurs incendie pour éviter des déclenchements intempestifs dus aux travaux. Les représentants de l'exploitant ont indiqué que, si le cas se présentait, la procédure de shunt de MMR serait appliquée pour l'inhibition temporaire des capteurs concernés.
Observations : Lors de la visite de terrain, les Inspecteurs se sont rendus en salle de contrôle Monomères. Les Autorisations de Travail de plusieurs interventions en cours ont été examinées. Pour l'intervention de réparation du Réacteur R1401 au bât. 158 (en cours le 06/04/2022), l'Autorisation de Travail (n° AT A0001162618) comportait un permis de feu. En effet, l'intervention prévoyait des opérations de meulage. Le matin de l'inspection (06/04/2022), du meulage a réellement été effectué. D'après le Service Production, l'intervention s'est terminée dans la matinée. Pourtant, à l'heure du passage des Inspecteurs en salle de contrôle (15h), aucun contrôle d'absence de feu couvant n'avait été réalisé. Et donc aucun contrôle d'absence de feu couvant n'était tracé dans le permis de feu. Comme l'intervention concerne 2 équipes postées, l'exploitant a indiqué que son organisation prévoit dans ce cas que des consignes doivent apparaître dans le cahier de relève (entre équipes postées du service Production). Ce cahier, consulté en salle de contrôle, mentionnait le permis de feu de l'intervention sur le réacteur R1401, mais n'indiquait rien sur le contrôle d'absence de feu couvant (réalisé ou à réaliser ?). Le cahier de relève n'attirait pas d'attention particulière sur ce point.
Observation n°1 : L'Inspection demande à l'exploitant de ré-étudier les modalités de réalisation des contrôles d'absence de feu couvant (2h après fin d'intervention) prévus dans le cadre des permis de feu. Cette demande porte notamment sur la prise en compte des fins d'intervention, et sur les moyens pour éviter d'oublier le contrôle 2h après la fin d'intervention, y compris en cas de changement d'équipe postée. En réponse, l'exploitant transmettra à l'Inspection son analyse du dysfonctionnement relevé le 06/04/22, son analyse de la pertinence et de la suffisance des mesures en place et indiquera : <ul style="list-style-type: none">- les mesures de sensibilisation / formation aux modalités en vigueur, si l'organisation en place est confirmée ;- sinon, les changements apportés dans les modalités de suivi et de réalisation des contrôles d'absence de feu couvant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 05) Orga : suivi d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant procède à de nombreux contrôles tout au long des interventions et de leur préparation. A l'établissement du Plan de Prévention, l'exploitant contrôle notamment que les intervenants ont suivi les formations minimales requises et possèdent les habilitations requises. Et comme indiqué ci-dessus, à chaque ouverture de l'Autorisation de Travail, le Service Production vérifie que les équipements sont bien disponibles, et que les risques de l'intervention et moyens de prévention associés sont toujours à jour. L'exploitant réalise des audits de chantiers, suivant différentes modalités : <ul style="list-style-type: none">- <u>Audits de Prévention des Accidents par l'Observation (PAO)</u> : contrôles d'un chantier sur le terrain, prévu sur une durée d'1/4 d'h, suivant des grilles d'audits pré-établies. Les contrôles portent surtout sur les risques présents, l'adéquation risques/mesures de prévention, et la mise en place effective de ces mesures. Ces audits PAO sont réalisés par tout agent Arkéma (tous services) avec un objectif d'1 audit PAO par mois et par agent (env. 1400 observations / an sur le site).- <u>Audits de chantiers par les agents du service Maintenance</u>, avec un objectif de 4 audits par an et par agent. Ces audits, plus détaillés, débouchent sur des Comptes-rendus centralisés par le Service Maintenance Travaux Neufs, qui servent notamment à établir l'évaluation annuelle de l'entreprise externe. En cas de dérive détectée en cours d'année, l'exploitant peut adresser un courrier d'avertissement au sous-traitant (lui demandant un plan d'actions), voire peut lui retirer son agrément.- Pendant les arrêts d'usine, <u>des audits ciblés</u> sur le port des EPI et sur les balisages sont réalisés par l'ensemble des agents présents côté exploitant. Ils sont programmés en fonction des chantiers à risques et de la présence effective du personnel Arkéma. A titre d'exemple, l'exploitant a présenté la note d'organisation de l'arrêt d'usine réalisé du 20/12/21 au 03/01/22 avec la programmation de ces audits ciblés.- Toujours pendant les arrêts d'usine, l'encadrement réalise des audits portant sur les Autorisations de Travail et les Permis complémentaires (pertinence et respect des mesures de protection).- <i>A posteriori</i>, un agent du service Maintenance vérifie la qualité de remplissage de 20 Autorisations de travail par mois (avec debriefing en réunion de service). Par ailleurs, 1 fois par mois, le service HSE de l'exploitant fait des audits de chantiers en commun avec les responsables HSE des entreprises sous-traitantes. Ces audits sont également l'occasion de partage d'expérience en matière de sécurité.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 06) Orga : Suivi d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : Une réception technique est réalisée lorsqu'elle est demandée dans l'Autorisation de Travail (ce point est défini à l'étape de validation de l'analyse des Risques). Dans ce cas, l'exploitant utilise le formulaire « Réception technique avant remise en service », transmis aux Inspecteurs en amont de la visite. Ce formulaire est co-signé par un agent du service Maintenance Travaux Neufs et le prestataire. Pour les interventions portant sur des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) ou sur les MMR instrumentées, l'exploitant déroule et renseigne la fiche de test de la MMR/MMRi correspondante pour vérifier son bon fonctionnement. La réception se fait toujours en préalable à la clôture de l'AT : tant que l'AT n'est pas clôturée, elle peut être utilisée pour poursuivre l'intervention. Par contre, les opérations de remise à disposition des équipements (déconsignation) se font une fois l'AT clôturée.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 07) Orga : Intervention sur une MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : L'organisation de l'exploitant prévoit 3 dispositions principales pour les interventions portant sur des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) ou sur les MMR instrumentées : <ul style="list-style-type: none">- les entreprises intervenant sont obligatoirement référencées avec un agrément de catégorie A (car avec intervention sur le process Arkéma) ;- la mise à disposition peut nécessiter d'appliquer la procédure de shunt d'une MMR, si l'intervention rend la MMR indisponible temporairement ;- à la réception de l'intervention, l'exploitant déroule et renseigne la fiche de test de la MMR/MMRi correspondante, pour vérifier son bon fonctionnement.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 08) Orga interventions sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, <u>même sous-traitées</u> , font l'objet de telles procédures.
Constats : Oui, les modalités d'encadrement des interventions (maintenance / contrôles) sont tracées dans la « Procédure Travaux » référence SE 018-P révision 11. Cette procédure s'applique à toutes les interventions sur l'établissement Arkéma de la plateforme de Villers-St-Paul. Cette procédure décrit également les modalités d'établissement et d'utilisation des permis complémentaires (permis de feu, permis haute-pression,...). A cette procédure Travaux sont annexées plusieurs procédures et formulaires pour ces permis complémentaires.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 09) Orga interventions sous-traitées (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur <u>est identifié</u> . Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Point non abordé explicitement en séance. Mais, comme indiqué au 1 ^{er} point de contrôle du présent rapport, la plupart des interventions sont couvertes par des contrats de maintenance pluriannuels. Pour chaque domaine d'intervention (élec/instrum, mécanique, génie civil,...), 1 à 2 prestataire(s) bien identifiés intervien(nen)t dans chacun de ces domaines. Ces entreprises sont obligatoirement référencées dans une base de données au niveau du groupe Arkéma, et titulaires d'un agrément (de catégorie A, B ou C en fonction du niveau d'intervention sur le process Arkéma).
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10) Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, <u>y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement</u> ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Sur l'établissement, Arkéma VSP, les entreprises extérieures n'ont pas d'action particulière prévue dans les procédures de gestion des situations d'urgence. Les consignes données aux prestataires sont : <ul style="list-style-type: none">- en cas de feu sur leur chantier ou à proximité, attaquer le feu avec les moyens à dispositions ;- s'ils détectent tout accident/incident/incendie, alerter immédiatement l'exploitant par téléphone ;- si la sirène retentit, mettre son chantier en sécurité et évacuer au point de regroupement adéquat. Ces consignes sont transmises aux prestataires par l'exploitant au travers des Prescriptions Générales de Sécurité, à l'étape d'établissement du Plan de Prévention. Elles sont rappelées lors de l'accueil sécurité obligatoire pour accéder à la plateforme (formation délivrée et suivie par VSPU) à l'entrée de la plateforme. Ces consignes figurent également au verso du formulaire d'autorisation de travail. L'exploitant peut contrôler la bonne connaissance de ces consignes auprès des prestataires lors d'audits de chantiers.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11) Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, <u>y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement</u> ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. <p>Constats : Comme indiqué au point précédent, les procédures d'urgence de l'exploitant ne prévoient aucun rôle pour les entreprises prestataires. Sauf en cas de départ de feu sur leur chantier ou à proximité (à attaquer avec les moyens à disposition), il n'est pas attendu de la part des sous-traitants qu'ils manipulent des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Dans ce contexte, les sous-traitants ne participent pas aux exercices POI ou aux manœuvres des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Par contre, les sous-traitants participent aux exercices d'évacuation de l'exploitant. Comme les points de rassemblement du site se trouvent en intérieur, l'exploitant n'a pas pu réaliser d'exercice d'évacuation depuis le début de la pandémie de COVID-19 pour raisons sanitaires. Un nouvel exercice est en cours de préparation.</p>
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, <u>y compris le personnel des entreprises extérieures</u>, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Constats : Les besoins minimaux en formations des entreprises sous-traitantes sont exigés par Arkéma par ses démarches d'agrément des prestataires. Ils sont rappelés dans le cahier des charges des prestations (à la fois pour les contrats pluri-annuels ou ponctuels).</p> <p>Concrètement, Arkéma demande à ce que le personnel intervenant sur son site soit correctement formé pour réaliser l'intervention. Il revient ensuite au prestataire de définir l'ensemble des formations à suivre et habilitations à avoir à cet effet, et de définir et suivre les périodicités de recyclages.</p> <p>Pour les sensibilisations aux risques présents sur le site d'Arkéma VSP, une formation d'1h30 est délivrée à l'accueil de la plateforme par VSPU. Cette formation est obligatoire pour accéder aux installations (cf. points suivants).</p>
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 13) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, <u>y compris le personnel des entreprises extérieures</u> , reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Pour les formations de responsabilité du prestataire :</u> Pour les contrats de maintenance pluri-annuels, l'exploitant contrôle (notamment) la validité des formations/habilitations des intervenants chaque mois. A titre d'exemple, l'exploitant a montré le tableau de suivi (pour le mois de février 2022) des formations/habilitations des intervenants de 2 de ses principaux prestataires (avec contrats pluri-annuels). Pour tout type d'intervenant, la validité des formations/habilitations requises est d'abord vérifiée à l'étape de l'établissement du Plan de Prévention. Par ailleurs, l'exploitant peut contrôler ce point lors d'audits de chantiers (notamment par le Service Maintenance Travaux Neufs).
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 14) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, <u>y compris le personnel des entreprises extérieures</u> , reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Pour les formations aux risques sur site :</u> Une formation aux risques présents sur la plateforme de Villers-St-Paul est délivrée par VSPU à l'accueil de la plateforme. En préalable à l'inspection, Arkéma a transmis aux Inspecteurs un extrait du diaporama présenté lors de cette formation, portant notamment sur la conduite à tenir en cas d'accident/incident. La périodicité de recyclage de cette formation n'a pas été abordée lors de l'inspection. La société VSPU s'occupe du suivi des périodicités de recyclages et ne délivre des badges d'accès qu'aux personnes à jour de leur recyclage.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 15) Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Pour les formations aux risques sur site :</u> En fin de formation, les personnes doivent compléter un questionnaire de contrôle de connaissances. Le suivi des périodicités de recyclages est de la responsabilité de VSPU. Par ailleurs, l'exploitant peut contrôler la bonne connaissance des dispositions présentées lors de l'accueil sécurité lors des audits de chantiers.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet